

LECO

de la semaine

09 au 15 Novembre 2024



SOMMAIRE

Produits festifs - Baisse de 50% prévue pour la production de litchis 2024-2025.....	2
Entrepreneuriat - La viabilité des entreprises discutée.....	2
Science nucléaire : Un atout pour le secteur énergétique de Madagascar	3
Développement : Base Toliara est un projet catalyseur	3
Hausse tarifaire de la Jirama - Le SIM demande des mesures d'accompagnement	3
Finances - Les réserves en devises s'épaississent.....	4
FEIOI : Madagascar fin prêt à devenir le grenier de l'Océan Indien.....	4
Plaine de Basse Mahavavy : Renforcement de la digue d'Ambilobe pour soutenir l'agriculture.....	5
Conjoncture économique - Les exportations malgaches reculent de manière préoccupante	6
Conférence Internationale « Un Monde Sans Faim » : Des solutions innovantes explorées à Addis-Abeba	6
Programme Fihariana – SIM : Formation des jeunes pour accompagner les industriels	7
David Ralambofiringa : Le projet ODOF, une priorité du ministère de l'Industrialisation et du Commerce	8
Ihoso : Une stratégie régionale contre la malnutrition	8
Transports et investissements - Une délégation malgache en opération de charme au Caire	9
Filière vanille : La Maison de la Vanille d'Antalaha opérationnelle en 2025.....	10
Projet Itovia : un tremplin pour l'entrepreneuriat féminin à Madagascar	10
Entrepreneur social : Le Maroc, la Tunisie et la Côte d'Ivoire sur le podium du 14 ^e POESAM.....	11
Intégration régionale : 55 milliards USD alloués par la BAD pour la connectivité et le commerce	11
Secteur minier : Le président Andry Rajoelina, pour la valorisation des ressources minières	12
Croissance économique : Encouragement des femmes à passer au formel	13
One district, one factory : les usines tournent à plein régime.....	14
CEO Summit : un rendez-vous inédit pour les dirigeants de l'océan Indien	14
Semaine mondiale de l'entrepreneuriat : Madagascar prend part à la célébration	15
Secteurs prioritaires - La croissance tirée par les grands investissements récents	15
COP29 : Le deuxième jour, marqué par le lancement de la coalition G Zero	16

Produits festifs - Baisse de 50% prévue pour la production de litchis 2024-2025

09 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La campagne de litchis prévoit une baisse de 50% en raison des facteurs climatiques, selon le Centre Technique Horticole de Tamatave.

La saison de litchis 2024-2025 s'annonce difficile à Madagascar, avec une baisse de production estimée à 50%. Le Centre Technique Horticole de Tamatave (CTHT) attribue cette diminution aux conditions climatiques peu favorables, obligeant les régions exportatrices à adapter leurs stratégies.



Prévisions de production en baisse

La nouvelle campagne de litchis débutera le 12 novembre dans les régions d'Atsinanana et d'Analanjirifo. Cependant, les prévisions font état d'une forte baisse de production, notamment en raison des conditions climatiques qui ont affecté les récoltes. Selon le CTHT, «le principal souci concerne toujours le potentiel global de la zone de collecte prospectée qui affiche une baisse de production d'environ 50%».

Impacts climatiques et logistiques

Les régions d'Atsinanana et d'Analanjirifo se préparent à pallier les difficultés logistiques pour faciliter le transport

des litchis. Les exportateurs devront également adapter leur stratégie pour répondre aux besoins estimés à 18 000 tonnes, malgré une production en forte baisse. «Cette baisse risquait de conduire à un étalement de la récolte pour répondre aux besoins des exportateurs», précise le CTHT dans son rapport.

Infrastructures et pertes de marchandises

Les problèmes de transport restent un défi pour les acteurs locaux. Afin de limiter les pertes, certains opérateurs privés envisagent de réhabiliter les infrastructures de transport. «Des opérateurs privés ont l'intention de réhabiliter les infrastructures sur place pour améliorer la logistique et limiter la perte des fruits», indique une source de la région Atsinanana.

Performances et exportations 2023

En 2023, les exportations de litchis ont généré des recettes de 54 milliards d'Ariary, avec près de 16 860 tonnes expédiées vers divers marchés internationaux. Le volume exporté a augmenté de 7,4%, tandis que le prix de vente au kilo a progressé de 11%, atteignant 3 225,6 Ariary. Les marchés internationaux, notamment en France, au Royaume-Uni, au Canada, et aux Émirats Arabes Unis, continuent de valoriser le litchi malgache.

Face à la baisse de production, les régions d'Atsinanana et d'Analanjirifo redoublent d'efforts pour minimiser l'impact de la baisse de production sur les exportations. Le litchi reste un produit emblématique et prisé, et les mesures prises visent à en assurer la disponibilité pour les consommateurs internationaux.

Entrepreneuriat - La viabilité des entreprises discutée

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 09 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La sixième édition du forum des entrepreneurs a ouvert ses portes hier au « Le Pavé » à Antaninarenina. Il s'agit d'une plateforme développée pour permettre aux entreprises et startups nouvellement arrivées dans le monde des affaires de réseauter librement et de s'affirmer. C'est également l'occasion de se pencher sur les problématiques actuelles de l'entrepreneuriat, notamment la viabilité des nouvelles entreprises. Celles-ci peinent à dépasser le cap des deux ans. Les organisateurs se sont fixé, cette année, comme thématique de « renforcer la viabilité des entrepreneurs malgaches ». Selon le club des entrepreneurs de MED, ce thème a été choisi en raison de la nécessité de penser sur le long terme.

« L'entrepreneuriat est en plein essor, mais il est aussi confronté à des défis majeurs tels que l'accès limité aux ressources financières, les contraintes liées aux infrastructures et parfois, le manque de visibilité, surtout

pour les petites entreprises », déplore Miora Fanomezana Ramananjato, cheffe de la commission organisatrice du forum national des entrepreneurs, hier, au « Le Pavé » Antaninarenina. Pour cette entrepreneure, renforcer la viabilité signifie donner aux entrepreneurs les outils, non seulement pour survivre, mais aussi pour prospérer dans un environnement économique en constante évolution. Devenu un lieu de rencontre et un espace de discussions interactives au fil des ans, le forum national des entrepreneurs a contribué au développement de l'activité de plusieurs entreprises.

Science nucléaire : Un atout pour le secteur énergétique de Madagascar

ANTSA R. | 09 NOVEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Un atelier de formation sur la technologie nucléaire à Madagascar s'est tenu le 7 novembre dernier à l'Amphithéâtre d'Ampandrianomby, organisé par l'Institut national des sciences et techniques nucléaires (INSTN). Cet événement vise à promouvoir la science nucléaire et à sensibiliser les décideurs et le public aux défis mondiaux de l'énergie. Le thème de la rencontre : « L'atome pour l'énergie, le climat, l'environnement et le développement industriel ». L'atelier a mis en avant les avancées réalisées grâce à l'utilisation légale de la science et de la technologie nucléaires dans divers secteurs du développement social et économique malgache, tout en introduisant les opportunités qu'offre cette technologie à Madagascar. Selon le ministre des Mines et des Ressources stratégiques, Herindrainy Olivier Rakotomalala, la technologie

nucléaire joue un rôle clé dans le développement de Madagascar.



Le directeur de l'INSTN, Jinot Razafimamonjy, ainsi que des chercheurs, enseignants et étudiants spécialisés étaient également présents.

Développement : Base Toliara est un projet catalyseur

ARH. | 09 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Madagascar est un pays riche en gisements critiques, très demandés sur le marché international, à l'image du projet Base Toliara qui pourrait devenir un des projets miniers catalyseurs. C'est pourquoi, lors du 23^e sommet du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa), au Burundi, le président Andry Rajoelina a soutenu la valorisation des ressources minières pour renforcer l'économie du pays.

« La valorisation de nos minerais critiques est essentielle pour le développement économique de notre pays et pour combattre la pauvreté », a affirmé le chef d'Etat. La nation malgache mise aujourd'hui sur l'ouverture de projets miniers d'envergure pour soutenir cette vision, à l'exemple de Base Toliara encore suspendu jusqu'à nouvel ordre.

Avec une part de 33% des exportations nationales, le secteur minier malgache occupe une place importante dans l'économie. La demande mondiale des minerais comme le cobalt, les terres rares, la bauxite et le graphite, est en hausse, propulsée par les industries liées à la transition écologique. Ces minerais sont utilisés pour fabriquer des batteries de véhicules électriques et de composants pour les énergies renouvelables. Et cela renforce l'attractivité de Madagascar pour les investisseurs internationaux.

Un projet pour attirer les investissements étrangers

Base Toliara, un projet récemment acquis par l'entreprise américaine Energy Fuels, est au cœur de l'attention. A ce sujet, lors d'une visite officielle, l'ambassadrice des Etats-Unis à Madagascar, Claire Pierangelo, a déclaré que « le développement de Base Toliara pourrait renforcer l'image de Madagascar en tant que destination attractive pour les investissements américains », a-t-elle déclaré.

L'ouverture de cette mine est prévue pour 2025, selon le programme de mise en œuvre de la Politique générale de l'Etat malgache. Le ministre des Mines, Herindrainy Olivier Rakotomalala, a soutenu la promotion des grandes exploitations minières pour faire de Madagascar un grand pays extractif en Afrique.

Avec une croissance économique de 4,4% en 2023, soutenue en grande partie par le secteur extractif, Madagascar démontre le potentiel de ses ressources. Le rapport 2024 de la Banque africaine de développement, a d'ailleurs noté une croissance de l'industrie extractive de 5,2% cette même année.

Hausse tarifaire de la Jirama - Le SIM demande des mesures d'accompagnement

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 11 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Acculé, le secteur industriel estime que les nouvelles conditions tarifaires mises en place pour les grands consommateurs ne sont pas favorables aux investissements et à la compétitivité des opérateurs économiques.

Un appel au bon sens. Face à la révision des tarifs de la société nationale d'eau et d'électricité pour les grandes industries, le SIM est monté au créneau, en réclamant aussi des mesures d'accompagnement, face à une hausse tarifaire jugée « inévitable », dont les conditions sont

pourtant « défavorables aux investissements industriels », ont-ils annoncé lors d'une rencontre avec le ministre de l'Énergie et celui de l'Industrialisation et du Commerce.



Selon le groupement patronal, la hausse des tarifs de la Jirama aura des répercussions financières non négligeables pour les entreprises, vu que ces augmentations représenteront une charge significative pour les sociétés. « Malgré les défis posés par la crise énergétique, le secteur industriel malgache a fait preuve d'esprit de compromis en acceptant l'augmentation des tarifs de l'électricité proposée par la Jirama », fait savoir le SIM dans un communiqué. Tiana Rasamimanana, président du Syndicat des industries, affirme aussi que « Nous faisons ce geste dans l'espoir que les efforts consentis par la Jirama aboutiront à une amélioration substantielle

de la qualité de service, notamment en ce qui concerne la réduction des délestages et des baisses de tension », a-t-il déclaré. Les industriels réclament ainsi des « mesures immédiates », notamment une exonération fiscale sur les acquisitions d'équipements liés à l'énergie.

Descentes

Il s'agit par exemple de groupes électrogènes, des panneaux solaires et d'autres intrants nécessaires pour faire tourner, ne serait-ce qu'un peu les activités de la société. « C'est un défi que les autorités et le secteur privé doivent relever ensemble, pour préserver l'emploi, soutenir l'économie malgache et assurer la viabilité du tissu industriel du pays », fait-on savoir.

Des descentes ont eu lieu dans les entreprises membres du groupement. Les chefs d'entreprises ont tous mis un accent sur la situation qui freine leurs activités. « Nous sommes actuellement en mode "survie", nous peinons à respirer. Les coûts élevés des groupes électrogènes et du carburant nécessaires pour assurer la continuité de la production pèsent lourdement sur nos bilans », a déploré un membre du SIM. « Si nos industries ferment, ce sera la perte pour tous : pour nous les opérateurs, pour l'État qui verra sa recette fiscale diminuer, et pour la population qui dépend de nos activités », ont-ils ajouté. La Jirama a révisé ses tarifs optimaux pour des entreprises à moyenne et haute tension. Cette hausse sera de 20% par rapport aux tarifs actuels pour l'année prochaine, et de 16% sur les deux années suivantes.

Finances - Les réserves en devises s'épaississent

ERIC RANJALAHY | 11 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une progression intéressante. La dernière note de conjoncture économique de la Banky Foiben'i Madagasikara, BFM, a mentionné un détail toujours scruté avec une attention particulière par les acteurs économiques et financiers. « À la fin du troisième trimestre 2024, les réserves officielles de change de BFM se sont établies à 2722,3 millions de dollars US, représentant 5,7 mois d'importations des biens et services non-facteurs, après avoir été de 2401,6 millions de dollars US à la même date en 2023, soit l'équivalent de 5,5 mois d'importations ». En cette période où les factures des importations pour honorer les fêtes de fin d'année, une telle nouvelle rassure.

Cette indication avec plusieurs autres développées par la BFM dans ses analyses, comme les fluctuations des importations et des exportations, a eu des incidences sur les taux de changes.

« Sur le Marché Interbancaire des Devises, une activité modérée a été enregistrée. Le marché a été globalement vendeur et marqué par l'utilisation des fonds issus des projets de développement essentiellement, face aux paiements d'importations qui n'ont que légèrement progressé. À la fin du septembre 2024, l'ariary s'est déprécié de 0,5% par rapport au dollar US, et de 4,7% par rapport à l'euro » précisent les déductions de la BFM.

FEIOI : Madagascar fin prêt à devenir le grenier de l'Océan Indien

NAVALONA R. | 11 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La 14^e édition du Forum économique des Îles de l'Océan Indien (FEIOI) s'est tenue récemment au nouveau Technopole de Dembeni à Mayotte.

« Produire régional » étant le thème choisi pour cette année. Plus de 200 acteurs économiques issus des secteurs public et privé y ont participé activement. Madagascar a été représenté par des acteurs issus de différents secteurs d'activités dont, entre autres, l'agri-business via le groupe Faly Export et le tourisme par la

Confédération du tourisme de Madagascar, à part les Chambres de commerce et d'industrie ainsi que les autorités officielles. Lors de son intervention en tant que panéliste, dans le cadre de ce Forum économique, le PDG du groupe Faly Export, Faly Rasamimanana a su démontrer à l'assistance que Madagascar est fin prêt à devenir le

grenier de l'Océan Indien. Pour ce faire, il a partagé ses expériences dans le domaine du développement inclusif et durable tout en présentant ses projets concrets en cours menés en collaboration avec l'État à travers l'application de l'approche 3P (Partenariat public-privé).

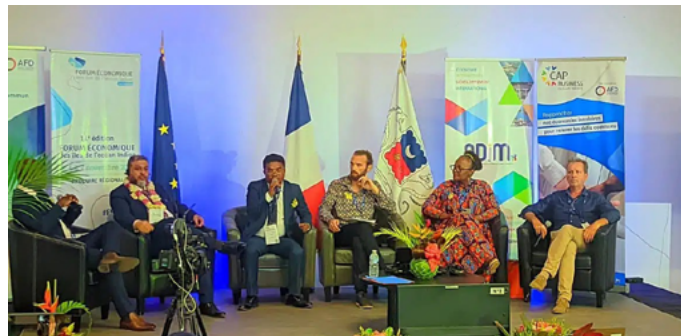
Filières développées

Cette démonstration, quand bien même très particulière, sur la forme et sur le fond, va de pair avec le discours d'engagement du président Andry Rajoelina, prononcé il y a quelques jours de cela. Il s'agit notamment de la volonté de l'État malgache de délimiter une zone de production dédiée à approvisionner les besoins de nos îles sœurs, jusqu'ici pénalisées à importer leurs nourritures de très loin et évidemment très chères. Le panéliste Faly Rasamimanana, visionnaire aguerri et développeur infatigable, a exposé entre autres, son accord de partenariat avec des centaines de producteurs et des opérateurs économiques locaux pour exploiter en tout une superficie de 6 200ha dans plusieurs régions tels que Marovoay, Ambatondrazaka, Ankarafantsika et Atsinanana ainsi que dans le Sud. Les filières riz, maïs, grains secs, cultures maraîchères, l'ail et l'oignon y sont développées. En effet, « ce sont des produits très recherchés sur le marché de l'Océan Indien. À l'issue de ce Forum économique, les parties prenantes ont conclu de promouvoir la coopération entre les îles de l'Océan Indien tout en proposant des matières premières agricoles et des aliments bios. Des labels uniformisés sont également évoqués. Madagascar est déjà en mesure de fournir ces produits de qualité », a expliqué le PDG du groupe Faly Export.

Projet de désalinisation

Et lui de préciser que la démarche présentée lors de ce Forum économique inclut à la fois les dimensions sociale, environnementale, économique et culturelle afin de garantir une productivité améliorée et satisfaisante tout au

long de l'année. Pour le volet environnement, la forêt d'Ankarafantsika figure parmi les sites prioritaires à protéger avec la vulgarisation de l'utilisation des réchauds à balles de riz. C'est une solution alternative à la déforestation et aux cultures sur brûlis. En outre, le groupe Faly Export a lancé la digitalisation de son système de production en mettant en place un référentiel répondant aux exigences du marché international afin de garantir la traçabilité des produits agricoles. Cela concerne entre autres, les bonnes pratiques agricoles et l'utilisation des engrais organiques et des semences sélectionnées issus du partenariat avec des chercheurs de FOFIFA, sans oublier l'implication des communautés locales pour la réhabilitation des pistes rurales servant à évacuer leurs productions.



Par ailleurs, cet opérateur économique veut contribuer à la lutte contre le kere dans le Sud, en menant un projet de désalinisation de l'eau de mer à Amboasary. L'objectif est d'approvisionner en eau potable la zone tout en développant des cultures maraîchères en vue d'améliorer la sécurité alimentaire de la population locale. « Cette sécurité alimentaire n'est désormais plus une utopie pour Madagascar. Et l'on peut même l'instaurer au niveau de l'Océan Indien, et ce, en promouvant le partenariat public-privé ou 3P », a conclu Faly Rasamimanana.

Plaine de Basse Mahavavy : Renforcement de la digue d'Ambilobe pour soutenir l'agriculture

ANTSA R. | 11 NOVEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Une intervention rapide est menée à Ambilobe, pour renforcer les infrastructures de protection de la plaine de Mahavavy. Pour les autorités présentes lors du lancement des travaux, il s'agit de soutenir la sécurité alimentaire et protéger l'économie régionale.

Les infrastructures de protection de la plaine de Basse Mahavavy, zone clé pour la production rizicole et sucrière, doivent être renforcées après le passage du cyclone Gamane, selon les autorités. Le 9 novembre dernier, les travaux de réhabilitation de la digue de protection, endommagée par le cyclone, ont officiellement commencé sous la supervision du Premier ministre Christian Ntsay, accompagné du ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Ralambofiringa, et de celui de l'Agriculture et de l'Élevage, François Sergio Hajarison.

Cette digue de 23 km, dont 150 mètres ont été sévèrement endommagés, est cruciale pour protéger les 18 000 hectares de terres cultivables de la plaine, dont

47% sont dédiés au riz et 53% à la canne à sucre. La réhabilitation, confiée à l'entreprise Colas, devrait être achevée d'ici le 15 décembre 2024, avec un renforcement de la structure jusqu'à 12 mètres de profondeur. Des milliers de producteurs, regroupés en coopératives, dépendent de ces terres pour subvenir aux besoins de leurs familles. Le Premier ministre a appelé la population à préserver ces infrastructures, soulignant que leur défaillance pourrait entraîner de graves inondations, menaçant même l'usine sucrière SUCOMA.

Conjoncture économique - Les exportations malgaches reculent de manière préoccupante

12 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les exportations malgaches baissent de manière continue en 2024, creusant la balance commerciale. La BFM détaille les causes et impacts économiques de cette chute.

Les exportations de Madagascar connaissent un déclin significatif cette année, selon la Banque centrale. Dans sa récente note de conjoncture économique, la BFM signale une baisse préoccupante au deuxième trimestre 2024, soulignant des difficultés dans le secteur des exportations. Chute des exportations au deuxième trimestre

La Banque centrale de Madagascar a récemment signalé une baisse continue des exportations malgaches. Dans sa note de conjoncture économique, la BFM indique que la tendance est préoccupante, car elle a mené à un creusement de la balance commerciale. La Banque estime que la balance commerciale atteint désormais -4,1% du PIB sur les six premiers mois de 2024, comparativement à -2,3% du PIB en 2023 pour la même période.



Les produits les plus touchés

Les exportations de girofles et de produits issus des zones franches sont particulièrement affectées. Au troisième trimestre 2024, les exportations globales ont diminué de

1% par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est attribuée à la diminution de la demande pour des produits spécifiques, tels que le girofle, un produit traditionnellement exporté par Madagascar.

Impact de la conjoncture économique mondiale

La Banque centrale évoque aussi une « conjoncture économique difficile » à l'échelle internationale comme cause principale de cette baisse. Les perturbations sur les marchés internationaux ont généré des défis supplémentaires pour le secteur malgache des exportations. Au total, la valeur des exportations malgaches sur les six premiers mois de 2024 atteint 1 219 millions de dollars, contre 1 689 millions de dollars sur la même période en 2023, marquant une baisse significative de la performance économique du pays.

Reprise modérée des importations

En parallèle, les importations montrent une tendance légèrement différente. Bien que les importations aient diminué de 5,9% sur le premier semestre de 2024 comparé à la même période en 2023, elles affichent une reprise au second trimestre. Cette baisse est en grande partie due à la chute des importations de riz, un produit clé pour le pays.

La baisse des exportations malgaches souligne les défis économiques auxquels le pays est confronté cette année. La Banque centrale continue de surveiller ces tendances, car elles affectent l'économie malgache dans son ensemble, soulignant la nécessité d'adaptations stratégiques pour redresser la balance commerciale.

Conférence Internationale « Un Monde Sans Faim » : Des solutions innovantes explorées à Addis-Abeba

NAVALONA R. | 12 NOVEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Une délégation, conduite par la Secrétaire d'État auprès de la Présidence chargée de la Souveraineté alimentaire, Tahian'Ny Avo Razanamahefa, a représenté Madagascar lors de la conférence internationale « Un Monde Sans Faim », tenue récemment à Addis-Abeba en Ethiopie. Plus de 1 700 participants se sont réunis pour cet événement de grande envergure organisé par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), en partenariat avec l'Union africaine et le Gouvernement de l'Éthiopie, et le soutien technique de la FAO. On peut citer entre autres, des chefs d'État, des représentants d'institutions financières internationales, des experts du secteur agro-industriel, et des acteurs de la société civile. L'objectif consiste à discuter des défis actuels de la sécurité alimentaire, d'explorer des solutions innovantes et

de mobiliser les ressources financières nécessaires pour éradiquer la faim d'ici 2030. Il s'agit d'un objectif clé de l'Agenda 2030 des Nations unies, aligné à l'agenda 2063 de l'Union africaine.

Accroître la productivité du riz. Pour le cas de Madagascar, la Secrétaire d'État auprès de la Présidence en charge de la Souveraineté alimentaire, Tahian'Ny Avo Razanamahefa, a annoncé lors de son allocution que la vision du président de la République Andry Rajoelina est d'atteindre la souveraineté alimentaire et de faire progresser la transformation agricole. « Nous avons même l'ambition que Madagascar devienne le grenier à riz de l'Océan Indien, voire de l'Afrique. D'où la création de mon nouveau département qui jouera un rôle clé dans l'accélération de la transformation du secteur agricole afin d'atteindre l'autosuffisance

alimentaire, en explorant des solutions agricoles et en les mettant en œuvre par le biais d'initiatives du secteur privé et de partenariats public-privé. En outre, nous soulignons l'urgence de lutter contre l'insécurité alimentaire, qui touche plus sévèrement le sud de la Grande île, et la malnutrition chronique, qui affecte principalement les régions des Hauts Plateaux. Nous restons ainsi déterminés à accroître la productivité du riz en promouvant des variétés de riz hybrides dont les rendements doublent, voire triplent, par rapport aux semences de riz conventionnelles », a-t-elle enchaîné. La facilitation d'accès aux intrants agricoles et la formation des producteurs sont aussi de mise.

Réduire le gaspillage. La modernisation des chaînes de valeur agroalimentaire a été évoquée parmi les solutions innovantes qui ont été explorées lors de la conférence « Un Monde sans Faim » à Addis-Abeba. Pour ce faire,

« Madagascar pourra bénéficier d'un modèle de partenariat stratégique avec la mise en place des centres d'excellence et d'agro-industrialisation tels que le Centre ONUDI-Chine-Afrique. Le but est de promouvoir des technologies modernes de transformation agricole et former des techniciens qualifiés. La promotion des partenariats public-privé n'est pas en reste afin d'attirer des investisseurs en agro-industrie et en énergie verte pour soutenir des projets de transformation agricole. En outre, la valorisation des productions locales et la réduction des pertes post-récoltes, notamment dans le secteur rizicole et des cultures vivrières, sont des priorités pour renforcer notre sécurité alimentaire. Des technologies de stockage modulaire et des solutions d'emballage avancées sont, entre autres, identifiées pour réduire le gaspillage alimentaire et garantir une meilleure disponibilité des denrées », a conclu Tahian'Ny Avo Razanamahefa

Programme Fihariana – SIM : Formation des jeunes pour accompagner les industriels

NAVALONA R. | 12 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le programme national de l'entrepreneuriat Fihariana et le Syndicat des industries de Madagascar (SIM) viennent de signer une convention de partenariat.

« L'objectif consiste à former des jeunes afin d'accompagner les industriels dans le développement de leurs activités, et ce, à travers deux démarches. L'une consiste à appuyer des jeunes dans le cadre de la promotion des filières telles que le maïs et le blé afin que ces entrepreneurs ayant reçu un encadrement technique et un appui financier puissent devenir des fournisseurs de matières premières aux industries locales. En revanche, l'autre démarche vise à appuyer la formation proprement dite des jeunes en leur facilitant l'admission à des stages auprès des membres du Syndicat des industries de Madagascar. Ces industries, quelles que soient leurs tailles, pourront également être accompagnées que ce soit en termes d'investissement qu'en besoin de fonctionnement afin de développer et d'étendre leurs activités ». Le Secrétaire Exécutif du programme national Fihariana, Valérie Zafindravaka, l'a évoqué lors d'une conférence de presse qui s'est tenue hier à l'Immeuble Plan à Anosy.

Culture d'entreprendre. « Nous allons développer cette approche filière pour ne citer que le maïs qui est actuellement très recherché par les industriels. Il en est de même pour le blé. Nous en importons encore en grande quantité alors que la région du Vakinankaratra est propice à la production de blé. De nombreux jeunes veulent se lancer dans ce genre d'activité dans le but de fournir des matières premières aux industries locales », a-t-elle ajouté. Dans la foulée, le programme Fihariana s'engage à vulgariser la culture entrepreneuriale en travaillant en étroite collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale pour intégrer l'entrepreneuriat dans le programme d'enseignement dispensé aux élèves dans les collèges d'enseignement général (CEG). « Nous leur inculquons, dès leur jeune âge, la manière d'entreprendre en les orientant suivant les activités dans lesquelles ils veulent se lancer plus tard. Ils

seront ainsi formés en matière de développement personnel. Ce nouveau projet sera bientôt lancé dans toutes les 23 régions de Madagascar », a enchaîné Valérie Zafindravaka.



Recherche de stage. Pour sa part, le président du SIM, Tiana Rasamimanana, tient à préciser que 130 jeunes seront formés dans le cadre de la 3e édition du programme Pôle Stage Madagascar. « Le but est de les aider à faciliter leur insertion professionnelle via la recherche de stage. Une adéquation formation-emploi s'avère également prioritaire. En effet, les industries ont un grand besoin de techniciens alors que de nombreux jeunes sont actuellement au chômage. Nous travaillons déjà en partenariat avec des ministères concernés pour la mise en adéquation de la formation des étudiants suivant les besoins de nos membres », a-t-il exprimé. Concernant ce partenariat avec le programme Fihariana, « cela permettra aux jeunes start-uppers ou entrepreneurs d'accompagner les industriels dans la fourniture de services, de matières premières ou de main d'œuvre qualifiée », a-t-il conclu.

David Ralambofiringa : Le projet ODOF, une priorité du ministère de l'Industrialisation et du Commerce

R.EDMOND. | 12 NOVEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

L'industrialisation à grande vitesse est en marche. Partout dans les districts du pays, des unités industrielles s'installent dans le cadre du projet ODOF qui figure parmi les priorités du ministère de l'Industrialisation et du Commerce.

Un avantage pour les économies régionales qui commencent à tirer profit de ce processus d'industrialisation qui vise à la fois le développement agricole et la consommation urbaine.



Impacts directs et palpables

Raison pour laquelle d'ailleurs, le gouvernement, à travers le projet One district one factory (ODOF), piloté par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) prend toutes les dispositions nécessaires pour que l'initiative produise des impacts directs et palpables dans les meilleurs délais. Pas plus tard que la semaine dernière, le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Ralambofiringa, a réalisé un véritable périple dans les régions Diana et SAVA pour constater de visu l'avancement des projets en cours. Et les résultats sont plutôt encourageants puisque, en tout, cinq usines ODOF sont opérationnelles dans ces deux régions à grande potentialité, notamment en produits agricoles qui n'attendent qu'à être transformés. « Le projet ODOF figure parmi les grandes priorités de notre département et nous faisons tout pour que les installations se fassent dans les règles afin de réaliser les objectifs fixés par le président de la République », a déclaré le ministre David Ralambofiringa.

Valeur ajoutée

Une affirmation confirmée sur le terrain à Nosy-Be, où une miellerie récemment installée dans le cadre du projet ODOF arrive à absorber pratiquement toute la production locale de miel. Un problème d'approvisionnement en miel est même constaté à cause de l'insuffisance de l'offre, par rapport à la demande. C'est d'ailleurs pour rechercher les solutions à ce genre de problème, que le ministre de tutelle multiplie les descentes sur terrain. Dans le cas d'espèce, les opérateurs et les coopératives spécialisés dans l'apiculture de la région SOFIA seront appelés à contribution pour l'approvisionnement en miel de l'usine de Nosy-Be. À Ambanja, l'usine ODOF de broyage de cacao arrive à point nommé pour donner à ce produit une valeur ajoutée et permettre ainsi aux producteurs de mieux écouler leur production. Une aubaine en somme pour ces producteurs quand on sait que cette usine dispose d'une capacité de broyage d'une tonne de cacao par jour. Toujours dans la DIANA, David Ralambofiringa a visité une unité de séchage et de transformation de fruits à Ambilobe. Une occasion également pour lui de proposer des solutions aux bénéficiaires du projet, notamment pour l'approvisionnement en énergie.

Exemple de réussite. Dans la région SAVA, le ministre a commencé sa tournée de travail dans une unité de production de chips à Vohémar. Avec une capacité de transformation de 100 kg par heure, cette usine ODOF profite à une coopérative composée de 100 membres. Un autre exemple de réussite a été constaté à Antalaha, avec une unité ODOF spécialisée dans le séchage et la transformation de fruits et légumes. L'usine commence à tourner à plein régime et fait le bonheur des producteurs locaux de fruits et légumes qui arrivent à écouler plus facilement. Pour le moment, la production est destinée à la consommation locale et le MIC projette d'aider les exploitants pour la commercialisation de leur production. Muni de code barre, les fruits séchés et emballés aux normes internationales peuvent être proposés à des enseignes de grande distribution. Bref, le projet ODOF est plus que jamais sur la bonne voie. Et le meilleur est encore à venir.

Ihosi : Une stratégie régionale contre la malnutrition

ANTSIA R. | 13 NOVEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

La région Ihorombe fait partie des zones touchées par la malnutrition et ses graves impacts sur le développement humain. Lundi dernier, la commune urbaine d'Ihosi, région Ihorombe, a accueilli un atelier de présentation de la stratégie régionale de lutte contre la malnutrition. Organisé par l'équipe de l'ONN (Office national de nutrition) et son Office régional Ihorombe (ORN), cet événement visait à renforcer les actions concertées pour combattre l'insécurité nutritionnelle qui frappe la région. La séance a réuni plusieurs personnalités, notamment le gouverneur de la

région Ihorombe, accompagné du maire d'Ihosi et de représentants de la préfecture. Étaient également présents les conseillers des députés d'Ihosi et d'Iakora, ainsi que les directeurs régionaux des services tels que l'Agriculture, la Santé, la Population, et le Commerce. Plusieurs ONG collaborant avec l'ORN ont également pris part à cet atelier. Bref, cette initiative marque une étape importante pour coordonner les efforts régionaux afin de garantir une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Transports et investissements - Une délégation malgache en opération de charme au Caire

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 13 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les ministres du Transport et des Nouvelles Villes étaient en déplacement en Égypte pour une opération de charme auprès de potentiels investisseurs. Des opportunités d'investissements dans les démembrements du secteur du transport ont été discutées.

De gros dossiers. Une délégation malgache était en visite officielle au Caire, pour discuter des investissements. Au cours des entrevues qui ont été menées par le vice-premier ministre général égyptien chargé de l'Industrialisation et des Transports, des thématiques jugées prioritaires ont été abordées pour promouvoir les investissements dans le secteur des transports. Notamment l'aménagement et la gestion des ports, les échanges sur la gestion des canaux et les accords de coopération aérienne entre les deux pays. « Il a aussi été question du financement des projets à Madagascar et de la recherche d'investisseurs pour les infrastructures de transport », indique le ministère des Transports, dont le ministre, Valéry Ramonjavelo, a été à la tête de la délégation, accompagné également du secrétaire d'État aux Nouvelles Villes et à l'Habitat.

Les rencontres avec les décideurs égyptiens avaient aussi pour but de « développer les opportunités de financement dans le secteur des transports et promouvoir Madagascar comme destination d'investissements », fait savoir le département des Transports via un communiqué. Le secteur des transports est en effet en quête d'investisseurs solides pour concrétiser les grands chantiers qui sont, soit restés en suspens, soit en train de démarrer.

Intérêt

Les retombées ne se sont pas faites attendre. De source auprès des départements concernés, « toutes les entreprises concernées ont exprimé leur intérêt pour Madagascar et envisagent une visite dans les trois prochains mois pour explorer les opportunités dans les secteurs prioritaires pour l'État malgache », indique-t-on.

De son côté, le secteur de la construction a aussi attiré des investisseurs potentiels, notamment auprès de la compagnie « Arab Contractors », une société de construction qui figure parmi les premières dans ce domaine au Moyen-Orient et en Afrique. La rencontre s'est déroulée en marge du World Urban Forum au Caire. Les membres de la compagnie ont réaffirmé leur enthousiasme à l'idée de travailler avec les autorités malgaches dans la réalisation de projets dans d'autres domaines plus vastes, comme les projets d'infrastructures, la mobilité urbaine et les échanges de services. « Ces opportunités de coopération s'étendent même jusqu'aux projets de développement rural », expliquent les responsables.



Comme dans plusieurs pays d'Afrique, le secteur des transports connaît un développement continu, souvent handicapé par le manque d'investissements. L'expansion des activités commerciales pousse cependant le pays à adopter des solutions résilientes, mais nécessitant des fonds importants pour faire face aux défis actuels de la mobilité, l'une des principales artères de l'économie.

Filière vanille : La Maison de la Vanille d'Antalaha opérationnelle en 2025

R. EDMOND. | 13 NOVEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Antalaha garde son statut de capitale de la vanille. Le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Ralambofiringa l'a réitéré dimanche dernier lors de la descente sur terrain qu'il a effectuée sur place.

Une visite qui était d'ailleurs l'occasion pour lui de confirmer que le projet présidentiel de construction de la toute nouvelle Maison de la Vanille sera bientôt achevé.



À vocation touristique

« Il n'est pas question et ce ne sera jamais envisager de délocaliser la Maison de la Vanille à Antananarivo », a expliqué le ministre devant des élus locaux, des opérateurs de la vanille, des techniciens régionaux de son département, ainsi que des représentants de l'association Komity Miaro ny Tombotsoan'ny Tantsaha (KMTA). On rappelle, en effet, que des craintes sont montées du côté des opérateurs de la vanille et de l'opinion publique d'Antalaha à la suite de la convention passée entre l'ambassade de France et le Groupement des exportateurs de vanille, pour la création d'une Maison de la Vanille de Madagascar à Andohalo. En fait, le projet qui relève plutôt du secteur privé est avant tout à vocation touristique. Une sorte de vitrine destinée à offrir aux visiteurs une immersion dans l'univers de la vanille malgache pour les locaux,

enfants, adultes mais également les touristes. Le local qui sera construit présentera, par exemple, des expositions sur les méthodes de culture et de transformation de la vanille et démontre le savoir-faire des producteurs locaux. Il y aura également des conférences, des ateliers et des événements culturels à destination du grand public pour faire découvrir la vanille malgache.

Projet public

Une simple maison de promotion de la vanille, en somme. Contrairement à la Maison de la Vanille d'Antalaha, qui est un projet public concentré sur la gestion de la filière vanille et la promotion de ce produit d'exportation sur le marché international. C'est pour cette raison d'ailleurs, que la Maison de la Vanille d'Antalaha abritera les bureaux du Conseil national de la vanille (CNV), l'organisme en charge de la mise en place de la politique nationale de la vanille et de sa mise en œuvre. Sur ce point, le ministre David Ralambofiringa a rappelé à Antalaha que le gouvernement prend actuellement tous les dispositifs pour une meilleure gestion de cette filière dont le rôle économique n'est plus à démontrer. Le ministre de tutelle, qui privilégie le dialogue avec tous les acteurs de la filière, mise notamment sur la qualité de la vanille, mais également sur la protection des intérêts des paysans producteurs. Parmi les pistes envisagées figure la création d'un laboratoire d'analyse dédié à l'amélioration du contrôle de vanille malgache. Notons pour en revenir à la Maison de la Vanille d'Antalaha, que le projet est prévu d'être bouclé en 2025. Quant à la maison d'Antananarivo, elle changera probablement de nom. Histoire d'éviter la confusion.

Projet Itovia : un tremplin pour l'entrepreneuriat féminin à Madagascar

ARH. | 14 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Le projet Itovia, fruit d'une collaboration entre l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) et l'Agence française de développement (AFD), apporte un coup de pouce à l'entrepreneuriat féminin à Madagascar. Lancé officiellement hier à Antananarenina, avec la signature d'une convention de financement de 1,52 million d'euros, ce programme vise à renforcer la participation des femmes dans l'économie nationale.

L'objectif d'Itovia consiste à offrir aux femmes entrepreneuses un cadre plus inclusif et propice au développement de leurs activités. Comme l'a expliqué à cette occasion la directrice générale de l'EDBM, Josielle Rafidy, « Ce programme cible principalement les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dirigées par des femmes dans des

régions comme Analamanga, Vakinankaratra et Haute Matsiatra, où l'activité économique est en plein essor, notamment axée sur l'autonomisation des femmes ».

Pour ces entreprises, souvent confrontées à des obstacles tels que l'accès limité aux financements et aux réseaux d'affaires, Itovia propose des solutions concrètes :

formations, mentorat et accompagnement institutionnel, au profit des femmes.

Le financement de l'AFD dépasse le cadre d'un simple appui financier. Il s'inscrit dans une démarche plus large visant à moderniser le tissu entrepreneurial malgache et à promouvoir l'inclusion des femmes dans le secteur privé. En soutenant les MPME féminines, Itovia ambitionne de stimuler la compétitivité et la résilience de ces entreprises face aux défis économiques. « L'impact attendu est double : améliorer les conditions de vie des familles et renforcer les économies locales grâce à la création d'emplois et à l'augmentation des revenus communautaires », a expliqué le directeur de l'AFD à Madagascar, Nicolas Le Guen.

Une économie inclusive et durable

L'EDBM, chargé de la mise en œuvre du projet, joue un rôle central. En tant qu'agence de promotion des investissements, l'EDBM met à disposition des entrepreneuses des outils et un accompagnement adapté pour surmonter les obstacles structurels qui freinent leur développement. Ce projet s'inscrit également dans une perspective de collaboration entre entrepreneuses, favorisant la création de réseaux et le partage de ressources, essentiels pour une croissance durable.

En intégrant les femmes dans les chaînes de valeur régionales et nationales, Itovia ouvre de nouvelles perspectives économiques.

Entrepreneur social : Le Maroc, la Tunisie et la Côte d'Ivoire sur le podium du 14^e POESAM

14 NOVEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Orange récompense les entrepreneurs à impact social en Afrique et au Moyen-Orient. La 14^e édition du Prix Orange de l'entrepreneur social en Afrique et au Moyen-Orient (POESAM) a dévoilé ses lauréats lors d'une cérémonie inédite au Royal Mansour à Casablanca, au Maroc. Cinq startups sélectionnées, parmi 1600 candidats issus de 17 pays, ont été distinguées pour leurs solutions technologiques à impact sociétal positif. Pour la première fois, cette cérémonie internationale s'est tenue au Maroc, en présence de Christel Heydemann, Directrice générale du Groupe Orange ; Jérôme Hénique, directeur général d'Orange Afrique et Moyen-Orient ; et Younes Sekkouri, ministre de l'Inclusion économique, de la petite entreprise et de l'emploi.

Récompenses

Créé en 2011, le POESAM incarne l'engagement d'Orange pour le développement de l'entrepreneuriat et la croissance inclusive en Afrique et au Moyen-Orient. Le concours met en lumière des initiatives novatrices dans des domaines prioritaires tels que l'éducation, la santé, l'agriculture, l'environnement ou encore le e-commerce. Le Grand prix international a récompensé trois projets à impact social et environnemental utilisant les nouvelles technologies. Le premier prix, d'une valeur de

25 000 euros, a été attribué à SAVEY, une startup marocaine qui lutte contre le gaspillage alimentaire via une solution digitale et logistique permettant de connecter, en temps réel, l'offre invendue des industriels et des commerces à la demande des consommateurs.



Le deuxième prix, 15 000 euros, est revenu à WeFix, une initiative tunisienne qui accompagne la gestion durable des appareils électroniques et électroménagers, tandis que le troisième prix, d'une valeur de 10 000 euros, a été décerné à Cocoa Shield, une entreprise ivoirienne proposant un système intelligent de surveillance des cultures cacaoyères.

Intégration régionale : 55 milliards USD alloués par la BAD pour la connectivité et le commerce

ANTSA R. | 14 NOVEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

La Banque africaine de développement (BAD) a annoncé un investissement colossal de 55 milliards de dollars au cours de la dernière décennie pour améliorer la connectivité régionale à travers le continent.

Cette annonce a été faite par Joy Kategekwa, directrice de l'intégration régionale de la Banque, lors du lancement de l'Analyse des capitaux, des services et des biens du marché commun de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) pour 2023-2024. Joy Kategekwa a souligné le rôle stratégique de la BAD dans le développement de l'Afrique de l'Est, rappelant son soutien au Protocole du marché commun de la CAE. Ce protocole vise à promouvoir la libre circulation des biens, des services et des capitaux pour approfondir l'intégration régionale. Avec un portefeuille de 5,5 milliards de dollars spécifiquement dédié à l'Afrique de l'Est, le programme « Intégrer l'Afrique » de la Banque est le plus important du continent.

la Tanzanie et la République démocratique du Congo, d'une valeur de 3,9 milliards de dollars, dont 700 millions proviennent de la BAD. Ce projet vise à rationaliser le commerce et la mobilité transfrontalière en Afrique de l'Est. La BAD ne se limite pas aux infrastructures physiques : elle investit également dans la connectivité « douce ». Parmi les initiatives figurent un projet d'intégration des systèmes de paiement et de règlement de la CAE, d'une valeur de 20 millions de dollars, permettant des transactions transfrontalières en monnaies locales, et un programme de renforcement des capacités de la CAE de 11 millions de dollars destiné à réduire les coûts commerciaux et les barrières non tarifaires.

Intégration

Joy Kategekwa a également souligné l'importance de ces investissements dans le contexte de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), un marché de 3 000 milliards de dollars. Elle a invité les gouvernements et le secteur privé à collaborer pour transformer l'Afrique de l'Est en une puissance économique régionale, exhortant à l'harmonisation des politiques et à la réduction des obstacles au commerce. La secrétaire générale de la CAE, Veronica Nduva a, quant à elle, exprimé des préoccupations concernant le manque de convergence monétaire régionale, qui entrave le commerce transfrontalier. Elle a appelé à une évaluation des efforts nationaux pour assurer une véritable intégration régionale, concluant que cette convergence est essentielle pour faire de l'Afrique de l'Est une région prospère et connectée.



Grande envergure

L'un des projets phares financés par la Banque est le chemin de fer à écartement standard reliant le Burundi,

Secteur minier : Le président Andry Rajoelina, pour la valorisation des ressources minières

EDMOND R. | 14 NOVEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

L'avenir économique de Madagascar se trouve aussi dans le secteur minier. Une grande figure, en effet, parmi les pays africains qui entendent tirer parti de l'abondance de leur richesse en minerais critiques.

La valorisation de ces ressources représente une opportunité immense pour le développement économique et constitue une solution pour combattre la pauvreté, à la fois au niveau local et à l'échelle du pays.

Immense potentialité

Le 23^e Sommet du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa), qui s'est déroulé au Burundi, a été l'occasion pour le Président de la République Andry Rajoelina d'exposer l'immense potentialité minière des pays membres du Comesa. Une manière d'insister sur

l'importance d'adopter des stratégies communes pour la valorisation de ces ressources. « L'objectif est de promouvoir la transformation locale des richesses minière et la création de valeur ajoutée afin que ces richesses puissent profiter directement à nos populations et aux futures générations », a notamment exposé le chef de l'État. Confirmant ainsi la volonté des autorités de faire du secteur minier un levier de développement économique du pays. Dans le contexte actuel, le pays mise sur la valorisation de minerais critiques, dont il dispose largement, comme les terres rares, le cobalt, la bauxite, le vanadium

ou encore le graphite. Et il s'agit d'une stratégie gagnante quand on sait que le secteur minier représente 33% des exportations de Madagascar et contribue considérablement aux recettes publiques.

Hausse des exportations

D'ailleurs, la croissance économique de Madagascar qui avait progressé de 4,3% en 2022 à 4,4% en 2023 avait été tirée par l'industrie extractive (+5,2%), comme souligné par la Banque africaine de développement dans son rapport 2024 sur Madagascar. Cette croissance a été impulsée principalement par une hausse des exportations portée par une demande mondiale en augmentation pour les minerais critiques (nickel, cobalt, terres rares, et graphite) essentiels à la transition écologique. Ces minerais permettent en effet de fabriquer des batteries pour les véhicules électriques.

Débloçage

Quoiqu'il en soit, l'année 2025 sera déterminante pour le paysage économique de Madagascar avec, notamment l'ouverture de deux grandes mines. Cette perspective est prévue d'après le Programme de mise en œuvre (PMO) de la Politique générale (PGE). Le ministre des Mines, Herindrainy Rakotomalala, insiste d'ailleurs sur le fait que la promotion des grandes mines figure parmi les objectifs clés du gouvernement. D'après les indiscrétions, Base Toliara pourrait figurer parmi les prochains projets miniers qui démarreront prochainement. Alors que l'entreprise américaine Energy Fuels, spécialisée dans les minerais critiques, a récemment acquis le projet, l'ambassadrice américaine à Madagascar, Claire Pierangelo, a déclaré que « le développement d'un tel projet à Madagascar serait bénéfique pour l'image du pays et enverrait un signal positif aux investisseurs américains ».

Croissance économique : Encouragement des femmes à passer au formel

14 NOVEMBRE 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar encourage les femmes entrepreneures à se formaliser, stimulant ainsi la croissance et ouvrant de nouvelles opportunités économiques.

L'entrepreneuriat féminin est reconnu comme un levier essentiel de croissance pour Madagascar. Afin de maximiser leur impact, les femmes entrepreneures sont aujourd'hui fortement incitées à intégrer le secteur formel, une démarche qui vise à renforcer l'économie et à générer de nouvelles opportunités.

Intégrer le secteur formel, un enjeu essentiel

Travailler dans le secteur informel comporte des risques pour la croissance des entreprises. À Madagascar, les femmes entrepreneures jouent un rôle clé dans l'économie, et leur passage au secteur formel est encouragé afin de sécuriser et développer leurs activités.

Partenariat pour accompagner la formalisation

Hier, l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) et l'Agence Française de Développement (AFD) ont signé un partenariat. Ce projet vise à accompagner les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) dans leur formalisation, en ciblant particulièrement celles dirigées par des femmes dans des régions comme Analamanga, Vakinankaratra, Amoron'i Mania et Haute Matsiatra.

Soutien concret aux entrepreneures malgache

Le programme prévoit des mises en relation avantageuses et des conseils pour aider ces MPME à entrer dans le circuit légal. « Cette convention de partenariat vise surtout à soutenir les entreprises qui sont gérées par des femmes et les inciter à entrer dans le secteur formel. Ce projet n'est pas nouveau. Il y a d'ailleurs beaucoup d'initiatives pour renforcer l'écosystème entrepreneurial à Madagascar qui ont été prises par les pouvoirs publics, Itovia est un

autre moyen de promouvoir cette fois-ci le rôle des femmes entrepreneures dans l'économie », confie Josielle Rafidy, Directrice Générale de l'EDBM.



Un impact sur l'économie et l'image du pays

Nicolas le Guen, directeur de l'AFD à Madagascar, précise : « Nous croyons au potentiel du secteur privé et de l'ensemble des acteurs économiques malgaches à créer de la valeur et de la croissance et ainsi contribuer au développement du pays. » En développant des PME dans le secteur formel, ce projet favorise également l'image de Madagascar et améliore le climat des affaires, essentiel pour attirer les investissements étrangers.

En soutenant la formalisation des femmes entrepreneures, Madagascar ouvre la voie à une économie plus inclusive et résiliente. Ce soutien permet de renforcer l'entrepreneuriat féminin tout en posant les bases d'un avenir prospère et stable pour le pays.

One district, one factory : les usines tournent à plein régime

JEAN RIANA | 14 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

A chacun de ses déplacements dans les régions, le ministre de l'Industrialisation et du commerce (Mic), David Ralambofiringa, ne manque pas de visiter les unités industrielles déjà installées dans divers districts dans le cadre du programme "One district, one factory" (Odof). Les usines tournent à plein régime

La semaine passée, le ministre David Ralambofiringa était en déplacement dans la région Diana, avec un programme relativement chargé. A Nosy Be, il a visité l'usine Odof locale et a constaté que 100% du miel produit par cette unité de transformation, sont consommés localement. Mais d'après ses explications, les matières premières dont l'entreprise a besoin, demeurent insuffisantes.

De ce fait, des négociations seront menées avec les opérateurs, les coopératives et autres apiculteurs de la région de Sofia, pour pouvoir approvisionner en miel l'Odof de Nosy Be.

A Ambanja, il s'est réjoui du fait que l'unité Odof dans cette localité commence à bien tourner et a déjà envoyé

des échantillons de produits transformés à des importateurs étrangers.

A Ambilobe, le ministre s'est déplacé dans l'usine de séchage de fruits. C'était une occasion pour lui de suggérer aux bénéficiaires d'utiliser, autant que faire se peut, l'énergie à prix abordable pour pouvoir améliorer la transformation des produits, selon les besoins du marché. Il en a également profité pour inspecter la machine de transformation de chips à Vohémar pouvant traiter dans les 100 kg de matières premières par heure. Même constat prometteur pour l'Odof de séchage de fruits à Antalaha.

CEO Summit : un rendez-vous inédit pour les dirigeants de l'océan Indien

ARH. | 15 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Antananarivo accueillera les 5 et 6 décembre la première édition du CEO Summit, une rencontre économique d'envergure dédiée aux dirigeants d'entreprises de Madagascar et de la région de l'océan Indien. Cet événement rassemblera plus de 500 décideurs, dont 350 CEO, autour de thématiques de la croissance durable, les défis économiques et environnementaux, et les opportunités d'innovation.

Ce sommet, qui coïncide avec le 65e anniversaire du Syndicat des industries de Madagascar (Sim), entend insuffler une vision commune aux acteurs économiques face aux bouleversements régionaux et mondiaux.



Le bassin sud-ouest de l'océan Indien, zone stratégique, sera au cœur des discussions pour favoriser l'émergence d'une voix unifiée et renforcer les synergies économiques. Des missions préparatoires, menées en octobre à Maurice et à La Réunion, ont permis d'impliquer les îles voisines dans cet événement qui s'annonce comme un rendez-vous incontournable pour les leaders de l'océan Indien. En parallèle, le projet « Choose Madagascar » valorisera les atouts du pays dans des secteurs tels que l'industrie, l'agriculture, le tourisme et l'innovation.

« Cette plateforme permettra non seulement de partager des expériences et des bonnes pratiques, mais également de développer des stratégies conjointes pour relever les défis communs et saisir les opportunités émergentes dans notre dynamique région », explique le président du Sim, Tiana Rasamimanana.

Des partenaires mobilisés pour des échanges stratégiques Organisé avec le soutien de 20 partenaires institutionnels et plus d'une vingtaine d'entreprises de renom, ce sommet bénéficie également de l'appui de la Commission de l'océan Indien (COI). Celle-ci contribuera aux débats sur le renforcement des chaînes de valeur régionales et la facilitation du libre-échange.

Le programme du CEO Summit mêlera keynotes, panels en plénière, tables rondes sectorielles, et rencontres BtoB et BtoG. Parmi les intervenants phares figurent Flora Mutahi, CEO de Melvin Marsh, et Richard Arlove, expert en finance internationale. Ces échanges seront ponctués par un « business gala », où sept prix seront décernés pour valoriser les leaders et entreprises ayant marqué l'année. Selon le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Ralambofiringa, « l'industrialisation est au cœur des préoccupations, et ce sommet est une plateforme essentielle pour définir des stratégies régionales communes ».

Semaine mondiale de l'entrepreneuriat : Madagascar prend part à la célébration

JEAN RIANA | 15 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Madagascar prend part à la célébration de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat (GEW) du 18 au 23 novembre, avec pour thème « Célébrer l'entrepreneuriat ». Des actions auront lieu en vue de marquer cet événement international mettant en lumière l'innovation et l'esprit entrepreneurial à travers le monde. Lors d'une conférence tenue hier à Ampefiloha, le comité d'organisation a spécifié que la célébration vise à promouvoir l'entrepreneuriat à travers des activités menées par les Structures d'accompagnement d'entreprises (SAE).

Organisée par le Global Entrepreneurship Network (GEN) sous le parrainage du ministère de la Jeunesse et des sports (MJS) et du ministère de l'Industrialisation et du commerce, la GEW Madagascar 2024 est une plateforme unique pour inspirer et soutenir les entrepreneurs malgaches. Le lancement officiel de la célébration se fera le 18 novembre au petit Palais Mahamasina. L'occasion

pour le MJS de procéder à la restitution du Sommet Youth Connekt Africa qui s'est tenu à Kigali, au Rwanda, du 7 au 11 novembre 2024, sous le thème « Emploi pour les jeunes grâce à des formations en compétences ».

Pour sa part, la Jeune Chambre Internationale (JCI) Madagascar organise des conférences dans les universités pour la promotion du thème « Innovation pour l'entrepreneuriat à Madagascar ».

Pour Orange Madagascar qui figure parmi les sponsors avec le groupe Kentia, l'entrepreneuriat à Madagascar a encore besoin d'un sérieux coup de pouce, comme l'a souligné la directrice d'Orange Digital Center, Dina Mallet. A cet effet, elle incite les universitaires à entrer dans le domaine à travers le programme Orange Fab qui offre un accompagnement pour les jeunes pour leur permettre de mettre en valeur leurs idées innovantes en matière d'entrepreneuriat.

Secteurs prioritaires - La croissance tirée par les grands investissements récents

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 15 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Selon le ministère de l'Économie et des Finances, l'arrivée de grands investisseurs cette année dans des secteurs clés de l'économie, tels que les télécommunications et le tourisme, booste les perspectives de croissance.

Revigorants. C'est un fait établi que les investissements directs étrangers charrient des retombées positives sur l'économie. Cette année, des acteurs majeurs dans divers secteurs d'activité se sont installés dans la Grande Île.

Dans le cadre du projet de Loi de finances initiale pour 2025, le ministère de l'Économie et des Finances fait état d'une dynamique positive dans les secteurs d'activités porteurs de l'économie nationale. L'on évoque par exemple l'arrivée de Starlink et d'Emirates, deux grosses firmes qui sont leaders dans les secteurs de la télécommunication et du transport aérien. L'arrivée de ces deux acteurs sur le marché « est un catalyseur potentiel pour le développement des secteurs des télécommunications et du tourisme », indique le MEF. Respectivement, ces secteurs d'activité ont connu une croissance de +13,4% pour les postes et les télécoms, et de +14,7% pour le secteur touristique. De nouvelles dynamiques ont aussi été insufflées par les investissements des partenaires techniques et financiers dans de nouveaux programmes.

Chiffres ahurissants

Parallèlement, le département fait aussi état de « perspectives haussières pour les exportations de graphite ». En effet, les gros investisseurs miniers dans le graphite ont réalisé cette année la livraison et l'exportation de leurs premiers concentrés de graphite. Des produits qui ont été exportés vers l'Allemagne et les États-Unis. Les exportations de graphite ont d'ailleurs connu un bond

spectaculaire, avec des chiffres ahurissants. En effet, elles ont augmenté de 166,8% durant les six premiers mois de l'année. La valeur sans frais à bord (FOB) des exportations de graphite se chiffre à cent vingt-cinq milliards zéro cinquante-huit millions d'ariary. Des chiffres qui sont fournis par la direction générale des douanes, rapportés par la Banque centrale dans une note de conjoncture économique parue au mois de juin.

Toutefois, la croissance économique pour cette année est réévaluée à +4,4%, contrairement aux prévisions de départ (+4,5%). Cette croissance est soutenue, selon le MEF, par l'agriculture, dont la branche connaît une hausse de 6%. Le secteur du textile fait aussi partie des domaines de l'économie dont les voyants sont au vert, avec une croissance estimée à 31,6%. « Ces dynamiques étroitement liées dessinent un paysage économique complexe où les opportunités et les risques coexistent », indique le document du projet de Loi de finances initiale 2025. Pour l'année prochaine, l'État vise aussi à atteindre les 5% de croissance.

COP29: Le deuxième jour, marqué par le lancement de la coalition G Zero

R.EDMOND. | 15 NOVEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Lutte contre le changement climatique, Madagascar parmi les pays fondateurs de la coalition G Zéro

Top départ pour la coalition G Zéro, une alliance stratégique qui regroupe quatre pays ayant le statut « Carbone Négatif » dont Madagascar.

Le lancement de ladite coalition a eu lieu durant la deuxième journée de la COP 20 qui se déroule, rappelons-le, à Bakou.

Un grand honneur pour le pays quand on sait que la Coalition Zéro regroupe les pays qui sont reconnus pour leurs efforts dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la préservation de la biodiversité. Outre Madagascar, les membres de la coalition sont : le Suriname, le Bhoutan et le Panama. Ces pays ont atteint le statut de « carbone négatif » ou « neutralité carbone » c'est-à-dire ceux qui séquestrent davantage de carbone qu'ils n'en émettent et qui ont ainsi le mérite de contribuer activement à la réduction du dioxyde de carbone dans l'atmosphère. « La participation de Madagascar dans cette coalition prouve que notre pays est porteur de solutions dans la lutte contre le changement climatique », a déclaré

le ministre de l'Environnement et du Développement durable

Cette coalition a, en tout cas, l'ambition de peser de tout son poids dans la lutte mondiale contre le changement climatique. Grâce à une coopération ambitieuse qu'elle projette de mettre en place, la coalition G Zéro n'entend pas se limiter à une simple déclaration d'intention mais se veut être un espace de synergie, visant à développer des actions concrètes et efficaces pour la protection des ressources naturelles. Les quatre pays membres projettent, par exemple, de partager leurs connaissances, de collaborer sur des projets de conservation, et de renforcer leurs moyens de protection des forêts, des océans et de la faune. Une manière, en ce début de COP 29 de proposer un modèle inspirant et symbolique pour la lutte contre le changement climatique, renforçant la voix des pays les plus engagés dans la protection de la planète.





 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

